

J A C Q U E S L E R U E Z \*

# DE TONY BLAIR À GORDON BROWN LA PASSATION DES POUVOIRS AU 10 DOWNING STREET

123

Le 27 juin 2007, Gordon Brown a été nommé Premier ministre de Grande-Bretagne par la reine Elizabeth, trois jours après avoir été élu, sans opposition, leader du parti travailliste, lors d'un congrès extraordinaire de ce parti. Une heure auparavant, Tony Blair s'était rendu au palais pour remettre sa démission formelle. On voit donc que, selon le système britannique, la vacance du pouvoir est réduite autant que possible. Pourtant, le 10 mai, soit avec sept semaines d'avance, Tony Blair avait annoncé son intention de se retirer le 27 juin; il voulait donner le temps au parti majoritaire de procéder à l'élection d'un nouveau leader mais, en même temps, cette échéance devait lui permettre d'être encore chef du gouvernement lors du sommet européen du 21-22 juin à Berlin. Ce sommet s'est terminé par l'accord concernant le « traité simplifié », dans lequel la Grande-Bretagne a obtenu des aménagements, permettant à l'ancien Premier ministre, avec l'aval du nouveau, de déclarer que les fameuses « lignes rouges », mises en

avant par les dirigeants britanniques, n'avaient pas été dépassées. Ce qui montrait une belle continuité de la diplomatie britannique!

## LE BILAN POLITIQUE DE DIX ANS DE BLAIRISME

Ce n'est pas le lieu d'analyser tous les aspects, positifs et négatifs, de dix ans de « troisième voie ». On se limitera ici à un bilan politique et institutionnel.

### *Un parti de gouvernement dominant*

Pour la première fois de son histoire, le parti travailliste a gagné trois élections successives (1997, 2001, 2005) en écrasant son adversaire conservateur. Même encore, en 2005, alors que le leadership de Tony Blair était fortement contesté à l'intérieur même du parti, en raison du conflit irakien, le New Labour a remporté une large victoire, puisqu'il dispose encore aujourd'hui d'une majorité de 65 élus à la chambre

\* Directeur honoraire au CNRS (CERI).

des Communes. Du strict point de vue de l'arithmétique parlementaire, il peut donc gouverner à l'aise. Ces succès toutefois, sauf le premier, se sont inscrits dans une atmosphère de désenchantement relatif vis-à-vis des acteurs de la vie politique, puisque la participation au scrutin, encore honorable en 1997 (71,5 %, la plus basse néanmoins depuis 1935), s'est littéralement effondrée en 2001 (59,4 %, taux le plus bas depuis 1918) pour ne remonter que très légèrement en 2005 (61,2 %). En outre, le mode de scrutin britannique, qui donne une prime considérable au parti qui « gagne » l'élection<sup>1</sup>, accroît l'impression de « raz de marée » électoral. L'alternance brutale de 1997 – le parti conservateur avait occupé le devant de la scène politique pendant dix-huit ans – s'explique d'abord par des raisons de mécanique électorale: le découpage des circonscriptions désavantage le vote conservateur, moins concentré que le vote travailliste; en outre, le tiers parti libéral-démocrate (entre 15 % et 20 % des électeurs), qui rassemblait plutôt les déçus du travaillisme dans les années 1980, a surtout profité, à partir de 1997, d'un vote tactique anti-conservateur dans les circonscriptions où les candidats travaillistes n'ont aucune chance. Mais, bien sûr, et c'est l'essentiel, le succès du New Labour s'explique principalement par les réformes profondes

entreprises au sein du parti travailliste lui-même, qui lui ont donné une image « moderne », et par l'aura d'un leader qui a su séduire les classes moyennes de l'Angleterre du centre et du sud (ce que Blair appelait *Middle England*). Et, même quand cette aura s'est dissipée, et c'était bien entendu le cas en 2005, à la suite de la guerre d'Irak<sup>2</sup>, le parti avait gardé suffisamment d'autorité pour s'imposer encore. Il y a à cela deux raisons essentielles: d'abord, l'impression de prospérité n'avait pas été aussi grande depuis longtemps, ensuite parce que, se sachant affaibli, Tony Blair avait annoncé qu'il passerait la main au cours de ce troisième mandat<sup>3</sup>, faisant campagne en compagnie de celui qui apparaissait comme le successeur, lui-même auréolé de ses succès au poste de chancelier de l'Échiquier. Aussi la victoire est-elle apparue comme celle du parti et de Gordon Brown, le recul étant attribué à l'impopularité de Tony Blair et à lui seul.

*Un parti transformé  
pour le meilleur  
comme pour le pire*

Les changements intervenus au sein du mouvement travailliste dans les dix-huit ans d'opposition qui ont suivi la défaite de mai 1979 ont été abondamment analysés en France, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Tony Blair

1. Il reste que, depuis 1945, aucun gouvernement britannique n'a été porté au pouvoir par une majorité absolue des électeurs votants. En ce qui concerne les gouvernements Blair, ils ont reçu successivement le soutien de 43,2 % (en 1997), 40,7 % (en 2001) et 36,1 % (en 2005) du vote populaire.

2. Voir notre « Lettre du Royaume-Uni », « La démocratie britannique à l'épreuve de la guerre d'Irak », *Pouvoirs*, n° 110, Paris, septembre 2004, p. 171-191.

3. Sans préciser de date d'ailleurs. Sans doute espérait-il pouvoir se maintenir jusqu'à une date proche de la fin de ce troisième mandat (fin 2008 ?), égalant ainsi le record de durée de Margaret Thatcher (11 ans, 6 mois et 21 jours), mais son impopularité persistante dans le pays et dans le parti, pour ne rien dire de l'impatience croissante de son successeur, l'ont contraint à avancer son départ.

et, le plus souvent, d'une façon très biaisée<sup>1</sup>.

Ce n'est donc pas le lieu ici d'y revenir en détail. Il faut retenir néanmoins qu'ils avaient commencé sous Neil Kinnock (leader de 1983 à 1992) et John Smith (leader de 1992 à 1994) et que l'arrivée de Tony Blair à la tête du parti en juin 1994 est d'une certaine manière la résultante de ces changements, même s'il n'est pas douteux qu'il les ait amplifiés et accélérés pour en faire une véritable philosophie de gouvernement. Il est clair, par exemple, que ses prédécesseurs n'auraient pas osé changer le nom du parti – peut-être n'y auraient-ils pas pensé d'ailleurs – et auraient beaucoup hésité avant de faire réviser la fameuse clause IV des statuts, qui prônait, entre autres objectifs, la « nationalisation des moyens de production, de distribution et d'échange » et qui, de ce fait, donnait au Labour une dimension « socialiste » – laquelle paraissait à beaucoup parfaitement archaïque, d'autant qu'elle était purement théorique depuis la période 1945-1951, tout en restant une « vache sacrée » aux yeux de beaucoup de militants. Or, cette révision était faite dès avril 1995, lors d'un congrès extraordinaire, moins de neuf mois après l'accession de Blair au poste de leader. La version nouvelle, approuvée par 65 % des délégués au congrès, faisait du New Labour un parti « démocratique et socialiste » visant quatre objectifs : une économie dynamique, une société juste, une démocratie ouverte et un environnement sain, formule, vague à

souhait, qui donnait une large liberté d'interprétation aux futurs dirigeants du pays. Il reste que, trente-six ans après la social-démocratie allemande, la gauche britannique accomplissait son « Bad Godesberg », ce qui en faisait sans ambiguïté un parti gestionnaire et réformiste de centre gauche, ce qu'il avait toujours été mais sans vouloir l'admettre, du moins son aile gauche. Les syndicats acceptaient cette évolution, tant ils avaient hâte de voir le retour d'un gouvernement travailliste, même s'ils ne se faisaient guère d'illusions sur le degré d'influence qu'ils auraient sur le New Labour. Même réflexe chez les adhérents individuels dont les effectifs, en diminution, s'étaient néanmoins renouvelés sous Kinnock, les éléments les plus radicaux ayant quitté le parti en masse, tout en n'étant remplacés que partiellement par des partisans de la rénovation. Toutefois, l'arrivée d'adhérents nouveaux reprit sous Smith et, au moment de l'élection de Blair, on comptait 305 000 adhérents individuels contre 261 233 en 1991. Trois ans plus tard, lors des élections générales de 1997, ils étaient 401 000. Mais beaucoup n'étaient pas des militants au sens traditionnel et n'avaient adhéré que pour favoriser la rénovation du parti et peser sur le choix des personnes les mieux à même de la mettre en œuvre ; aussi, une fois la rénovation acquise et un gouvernement New Labour élu, beaucoup se désintéressèrent de la vie interne du parti. En 2001, cette désaffection était encore peu sensible, mais

125

1. Aussi ne citerai-je ici que quelques ouvrages qui cherchent à être équitables : John Crowley, *Sans épines, la rose. Tony Blair, un modèle pour l'Europe ?*, Paris, La Découverte, 1999 ; Jean-Marc Four, *Tony Blair, l'icôneclaste. Un modèle à suivre ?*, Paris, Lignes de repères, 2007 ; Florence Faucher-King et Patrick Le Galès, *Tony Blair 1997-2007, le bilan des réformes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; Emmanuelle Avril, *Du Labour au New Labour*, Lille, Septentrion Presses universitaires, 2007.

le traumatisme provoqué par la guerre d'Irak, dont le parti n'est pas encore remis, allait provoquer une hémorragie au moins aussi forte que celle des années 1980. Il semble qu'à l'heure actuelle les adhérents des partis locaux soient moins de 200 000. Bref, la démocratie participative, que Blair voulait créer à l'intérieur du parti, bat de l'aile, d'autant que ceux qui restent sont peu enclins à répondre aux consultations suscitées par les dirigeants, la plupart d'entre eux estimant que, sur beaucoup de questions, c'est aux parlementaires de prendre leurs responsabilités.

126 L'élection de Gordon Brown aurait pu donner des indications sur l'état de l'opinion partisane. Mais elle s'est faite par acclamations lors du congrès du 24 juin 2007<sup>1</sup>, personne parmi les autres poids lourds du parti n'ayant

osé l'affronter. Seul le député John McDonnell, opposant de longue date à l'idée même de New Labour, a tenté de se présenter contre Brown, mais il n'a pas obtenu le soutien nécessaire dans le groupe parlementaire; il faut en effet un minimum de 45 « nominations » de députés pour entrer dans la compétition, or il n'en a obtenu que 29, tandis que 313 se portaient sur Gordon Brown, sur un total de 355 députés des Communes<sup>2</sup>.

Selon Florence Faucher-King et Patrick Le Galès<sup>3</sup>, la « réinvention » du parti travailliste, depuis 1997, a pris plusieurs aspects. Il y a eu d'abord le desserrement des liens avec les syndicats, qui ne disposent plus que de 50 % des voix dans les congrès (contre environ 90 % auparavant) et qui ont renoncé au *block vote*; en outre, dès 1997, ils ne contribuaient que pour 40 % dans le finan-

---

1. Depuis la réforme, en 1993, des statuts de 1981, le leader est élu par tous les adhérents – y compris les adhérents indirectes, c'est-à-dire les membres des syndicats affiliés qui acceptent de payer une cotisation politique (*political levy*) – répartis en trois collèges électoraux au poids identique (33 %), les députés aux Communes et au Parlement européen, les « organisations affiliées » (principalement les syndicats membres) et les adhérents des partis locaux (il y a autant de partis locaux qu'il y a de circonscriptions électorales) et sur la base d'une personne-une voix, ce qui n'a pas toujours été le cas: avant 1994, le vote syndical se faisait par bloc (*block vote*), ce qui donnait un pouvoir démesuré aux grandes fédérations et à leurs dirigeants. En 1994, Tony Blair avait recueilli, dès le premier tour, la majorité absolue dans les trois collèges: 60,5 % chez les députés, 58,3 % dans les partis locaux et 53,3 % dans les organisations affiliées. Il était donc, sans conteste, l'élu de tout le parti.

2. Plus instructive, à cet égard, a été l'élection du leader adjoint pour laquelle il y avait six candidats. Cette élection a nécessité cinq décomptes selon un mode de scrutin alternatif préférentiel. A été élue Harriet Harman avec 50,43 % des voix, battant de justesse Alan Johnson qui était plutôt le favori et qui était encore en tête lors du 4<sup>e</sup> décompte. Elle n'a obtenu la majorité que dans le collège des membres individuels: 18,83 % contre 14,50 % à son adversaire, qui lui a obtenu 17,15 % dans le collège des syndicats affiliés, contre 16,18 %, et 17,91 % au sein des parlementaires, contre 15,42 %. Harriet Harman (57 ans) a toujours été proche de Brown. Député depuis 1982, elle est entrée dans le Cabinet en 1997 et a occupé divers postes importants. Outre son poste de leader adjointe, elle préside le parti pour un an (fonction plutôt honorifique) et détient dans le Cabinet le poste de Leader of the House of Commons, chargé des relations avec la Chambre, et de ministre des Femmes (Government Equalities Office). Son adversaire malheureux, Alan Johnson, 57 ans également, est député depuis 1997 et régulièrement membre du Cabinet depuis 2004. Il est actuellement secrétaire d'État à la Santé.

3. *Op. cit.*, ch. 4, p. 115-144.

cement du parti (contre 96 % en 1983). Ensuite, les dirigeants ont cherché à établir une relation directe avec les adhérents, en créant un forum national et permanent de tous les adhérents, directs ou indirects, forum censé nourrir les délibérations du congrès annuel; ce système a assez bien marché pour la mise au point du programme présenté aux électeurs en 1997, *Partnership in power*, mais il a surtout servi, ensuite, de mécanisme de légitimation des politiques gouvernementales vis-à-vis du congrès et de l'opposition parlementaire interne, notamment lorsqu'il s'est agi de légitimer « l'initiative public-privé », chère à Tony Blair. Enfin, ils ont établi un mode de financement diversifié, ayant recours aux contributions individuelles (avec prélèvement automatique) en sus des cotisations, aux donations de riches sympathisants, à des prêts privés et, comme avant, à des emprunts bancaires importants au moment des campagnes électorales. Outre que ces emprunts sont en général à court terme, certaines contributions ne sont pas toujours désintéressées et, en 2007, Tony Blair a dû être interrogé par la police dans le cadre de nominations suspectes de bienfaiteurs du parti à la chambre des Lords, la « vente » de titres nobiliaires étant interdite depuis 1925. Ce scandale a d'ailleurs ajouté une pierre de plus à l'impopularité de l'ancien Premier ministre<sup>1</sup>. Le quatrième aspect de la « rénovation » du parti travailliste a été sa transformation en machine de communication sophistiquée<sup>2</sup>, sous la

direction, entre autres, de Peter Mandelson et d'Alastair Campbell, maîtres dans l'art du *spin*, c'est-à-dire de la manipulation de l'information. Mandelson, qui est actuellement commissaire européen, est considéré comme le maître d'œuvre principal de la victoire de 1997; Alastair Campbell a été attaché de presse et conseiller en communication du Premier ministre jusqu'en 2003, date où les critiques dont il était l'objet pour son rôle dans la désinformation concernant la guerre d'Irak, en général, et dans l'affaire Kelly<sup>3</sup> en particulier, l'ont conduit à démissionner. Ce type de communication a obligé Tony Blair à rechercher à tout prix la neutralité de la presse populaire (les fameux « tabloïdes »), et notamment de la presse Murdoch, dont l'acharnement contre l'« Europe » a beaucoup gêné sa politique européenne.

Nous sommes donc loin, pour le meilleur comme pour le pire, du parti parcimonieux en déclarations publiques mais honnête et scrupuleux dans son action qui, sous la direction de Clement Attlee, a redressé le pays au lendemain de la Seconde Guerre mondiale tout en lançant les grandes réformes sociales qui ont construit le *Welfare State*. Mais il est vrai que les temps ont changé.

### *Une réforme constitutionnelle inachevée*

Dès 1997, le gouvernement Blair entreprit la mise en œuvre de divers projets de réforme constitutionnelle et institutionnelle qui figuraient en bonne place

127

1. Voir *infra* les nouveaux scandales qui frappent le parti sous Gordon Brown.

2. À l'image du parti démocrate américain sous Clinton. Ce sont souvent d'ailleurs les mêmes hommes, qui avaient fait leurs premières armes pendant les campagnes de Clinton, qui ont animé la campagne de Blair en 1997.

3. Voir notre « Lettre du Royaume-Uni », *op. cit.*, notamment p. 178-181.

dans le manifeste électoral, notamment la « dévolution » des pouvoirs en Écosse et au Pays de Galles, bien que, dans l'esprit de beaucoup de députés anglais, ils ne fussent guère prioritaires. Mais il s'agissait d'engagements anciens des manifestes électoraux successifs depuis 1987 ; pour Tony Blair – dont la mère était écossaise –, il s'agissait de terminer *the unfinished business* laissé par John Smith, lui-même député écossais, qui avait défendu au Parlement les premières lois de dévolution, rejetées par référendum en 1979 – d'autant que, localement, la demande paraissait forte, en Écosse surtout. Dès septembre 1997, le gouvernement Blair organisait, en Écosse et au Pays de Galles, des référendums pré-législatifs<sup>1</sup> – sur des pré-projets précis – pour s'assurer de la volonté des populations, mais aussi pour mettre sa majorité au pied du mur. Les lois de dévolution proprement dites étaient votées dès 1998 et les premières élections au Parlement écossais et à l'assemblée galloise eurent lieu en 1999<sup>2</sup>. Ces réformes, fondamentales pour l'avenir constitutionnel du Royaume-Uni, furent donc rondement menées. De plus, dans le Grand Londres, où il y avait déficit démocratique depuis la suppression du conseil du Grand Londres en 1986, un maire directement élu et une assemblée furent mis en place, après un référendum, en mai 1998, suivi de premières élections en mai 2000.

Toutefois, dans les trois cas, le parti central – en fait le Premier ministre – refusa de comprendre que l'esprit de la dévolution impliquait qu'une certaine autonomie fût laissée aux partis locaux dans l'établissement de leurs programmes, le choix de leurs candidats et de leurs alliances. Au Pays de Galles, Tony Blair voulut placer à la tête de l'exécutif l'un de ses fidèles, Alun Michael, de préférence à une personnalité plus populaire localement : Rhodri Morgan (au profil un peu trop Old Labour), qui finit par accéder au pouvoir en 2000, mais après des mois de controverses. À Londres, le gouvernement imposa un candidat officiel contre Ken Livingstone, le candidat « naturel » pour beaucoup de militants, qui avaient gardé le souvenir de son « combat héroïque », pendant toute une année, contre la dissolution du conseil du Grand Londres, dont il était le président ; toutefois, pour Blair, Livingstone était inacceptable car farouchement anti-blairiste. Il se présenta en indépendant, remporta l'élection haut la main, reléguant le candidat travailliste officiel à la troisième place, ce qui constitua un camouflet incontestable pour le Premier ministre.

Depuis, le parti central est beaucoup plus prudent dans ses relations avec les partis des petites nations, ce qui n'a pas empêché la défaite du parti écossais aux élections du 3 mai 2007<sup>3</sup>. Cette défaite était certes due à l'usure du pouvoir

1. Rappelons les résultats de ces référendums :

– *Écosse*. Participation : 60,4 % ; Q 1 : Voulez-vous un parlement ? Oui : 74,3 % ; Q 2 : Voulez-vous que ce parlement soit doté de pouvoirs fiscaux ? Oui : 63,5 %.

– *Pays de Galles*. Participation : 51,3 % ; Q : Souhaitez-vous la création d'une assemblée galloise ? Oui : 50,3 %.

2. Voir notre « Lettre d'Édimbourg », « Le nouveau parlement écossais et les élections du 6 mai 1999 », *Pouvoirs*, n° 90, *L'Inde*, septembre 1999.

3. Il est vrai, de justesse. Le parti indépendantiste SNP a obtenu 47 sièges, les travaillistes 46, les conservateurs 17, les libéraux-démocrates 16, les verts 2, divers 1.

– le parti travailliste écossais dirigeait l'exécutif depuis huit ans et son chef était une personnalité plutôt terne –, mais on peut penser que si Gordon Brown avait déjà été Premier ministre – n'oublions pas qu'il est écossais et député écossais aux Communes – les urnes auraient peut-être été plus favorables à son parti. En attendant, à l'issue de ces élections, le leader du parti indépendantiste (Scottish National Party), Alex Salmond, a été élu First Minister à la majorité relative (les voix SNP + les deux Verts) et a formé un exécutif monocolor minoritaire qu'il a, peu après, qualifié de gouvernement ! L'avenir de l'Union des quatre nations que constitue le Royaume-Uni dépendra dans une large mesure des accommodements politiques et constitutionnels que le First Minister d'Édimbourg et le Prime Minister de Londres, tous deux très écossais par leur langage et leur style, tous deux nationalistes, l'un nationaliste écossais, l'autre nationaliste britannique, finiront par trouver... ou ne pas trouver. En effet, si l'Écosse a obtenu une certaine autonomie de décision pour les affaires internes, elle reste très dépendante de l'Angleterre en matière financière; elle reçoit en effet une subvention globale avantageuse du ministère des Finances britannique (les Écossais reçoivent par tête plus que les autres citoyens du Royaume-Uni). Or les Anglais (84 % de la population totale du Royaume-Uni) supportent de plus en plus mal cette situation, d'autant qu'elle permet à l'Écosse d'offrir à sa

population des avantages sociaux (frais de scolarité réduits pour les étudiants, aide gratuite aux personnes âgées, transports gratuits pour les retraités) qui sont refusés aux autres citoyens britanniques. De plus, ce qu'on a appelé la « question de West Lothian » n'a pas été réglée<sup>1</sup>. Certes, les députés écossais aux Communes sont en nombre plus réduit depuis la dévolution : ils sont passés de 72 à 59. Toutefois, il est arrivé à deux reprises depuis 2005 que le gouvernement Blair ait dû aux 41 députés travaillistes écossais de l'emporter dans des votes serrés sur des sujets « dévolus », qui ne concernaient que la seule Angleterre, ce qui a suscité les protestations de l'opposition conservatrice. Que faire ? Une minorité envisage une chambre des Communes uniquement anglaise, mais ce serait en venir à un système fédéral – ce que les Britanniques ne veulent guère –, d'autant qu'il faudrait inventer une autre chambre représentative de l'ensemble du Royaume-Uni. Plus modérément, l'opposition propose la création d'une « grande commission » anglaise formée de tous les députés anglais (soit 529 sur 646 à l'heure actuelle) qui voterait seule la législation propre à l'Angleterre. Mais il y a là un risque de majorités contradictoires. Il est, en effet, souvent arrivé, dans le passé, qu'un gouvernement travailliste ne puisse être formé que grâce à un fort contingent de députés écossais et gallois, mais sans disposer d'une majorité de sièges en Angleterre. C'était tout à fait admis quand la dévolution n'existait

1. Appelée ainsi parce qu'elle a été posée, dès les années 1970, par le député de West Lothian (Écosse), Tam Dalyell. L'argumentation est la suivante : à partir du moment où le Parlement écossais est habilité à légiférer librement dans de nombreux domaines des affaires intérieures, est-il encore légitime que les députés écossais des Communes soient autorisés à prendre part à des votes concernant une législation qui n'intéresse plus que les Anglais, voire les Gallois ?

pas, mais qu'en sera-t-il dans l'avenir, lorsque ce gouvernement voudra faire adopter une législation rejetée par la majorité des députés anglais ? Ce n'est pas là le moindre paradoxe constitutionnel que génère le système semi-fédéral bancal inventé en 1997-1998.

Ce n'est pas la chambre des Lords actuelle qui pourrait constituer une chambre fédérale. Elle a certes été réformée dès le premier mandat de Tony Blair, mais le gouvernement a dû se contenter d'un compromis négocié avec le leader des pairs conservateurs : les pairs héréditaires étaient supprimés, comme le réclamait le parti travailliste depuis longtemps ; toutefois, 92 d'entre eux, élus par leurs collègues avant leur départ, étaient maintenus. Ce compromis, accepté par les Communes, non sans protestations de la gauche travailliste, et concrétisé fin 1999, laissait subsister une majorité conservatrice structurelle au sein des Lords. En outre, la chambre devenait une chambre uniquement nommée, à titre provisoire ! Et ce provisoire dure. Le rapport Wakeham (pair conservateur, notons-le), paru en janvier 2000, fournit bien quelques pistes pour achever la réforme, mais il resta lettre morte. Le gouvernement, comme l'opposition d'ailleurs, est fort embarrassé par la suite à donner à cette réforme inachevée. Il sait bien que si la chambre des Lords devient

une chambre élue – et surtout, comme il a été suggéré, élue à la proportionnelle comme les députés européens<sup>1</sup>, donc plus représentative que les Communes –, il faudra lui donner davantage de pouvoirs et personne ne semble vraiment prêt à cela.

#### LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE : CONTINUITÉ OU RUPTURE ?

Gordon Brown n'est pas un inconnu du public britannique ni même européen puisqu'il a été chancelier de l'Échiquier pendant les dix ans de gouvernement Blair, une des plus longues périodes à ce poste de toute l'histoire britannique. Ensuite, bien que de quatre ans l'aîné de Blair (il est né en 1951), il a été considéré, dès 1997, comme l'héritier présomptif et, à ce titre, il a montré des marques d'impatience grandissantes, tout en n'allant jamais au bout de son exaspération. En effet, depuis le début de la guerre d'Irak, les occasions de provoquer la chute de Blair au Parlement ne lui ont pas manqué mais, au dernier moment, il n'a pas voulu les saisir. C'est qu'il a été étroitement associé à la formulation et à la mise en œuvre de la politique du New Labour dans l'opposition et, qu'à la suite du fameux accord de Granada en 1994<sup>2</sup>, il s'était taillé un véritable empire au sein du gouvernement, notamment par le biais

130

1. Autre réforme travailliste : depuis 1999, les députés européens britanniques (MEPs), auparavant élus selon le système traditionnel appliqué aux Communes (uninominal à un seul tour : *first past the post system*), sont élus à la proportionnelle régionale, ce qui a automatiquement donné une représentation britannique plus équilibrée au Parlement européen.

2. Du nom du restaurant chic d'Islington (nord de Londres) où, après le décès de John Smith, Brown accepta de laisser le champ libre à Blair pour l'élection au poste de leader. En échange de quoi, dans un futur gouvernement britannique, Brown deviendrait chancelier de l'Échiquier avec des responsabilités élargies à une partie de la politique interne. Ce qui a été fait. On a dit également que, ce jour-là, Blair s'était engagé à lui céder la place de Premier ministre au bout de deux mandats, ce qui bien entendu est invérifiable.

du contrôle *a posteriori* de l'utilisation des crédits budgétaires de chaque ministère dépensier. Le grand public en était très conscient, si bien que le mérite des brillants résultats de l'économie britannique pendant toute la période, ainsi que de la rénovation visible des services publics de l'éducation, de la santé et des transports – au prix, il est vrai, d'un effort financier sans précédent – lui a été attribué de préférence à Blair. En outre, dès octobre 1997, Blair l'avait laissé assumer un certain contrôle de la politique européenne; c'était lui, en effet, qui avait énoncé aux Communes les cinq critères<sup>1</sup> conditionnant une entrée sans dommages de la Grande-Bretagne dans la zone euro. Ces critères, pas aussi objectifs qu'il les a présentés, lui ont permis de faire repousser à plusieurs reprises toute décision, ou même toute discussion sérieuse, concernant la monnaie européenne.

C'est donc le véritable n°2 du gouvernement Blair qui s'installait au 10 Downing Street; il y détient un formidable pouvoir: outre le domaine que Blair s'était réservé, il garde le contrôle indirect de son ancien apanage par l'intermédiaire d'un autre député écossais, Alastair Darling, qui l'a remplacé au poste de chancelier de l'Échiquier. Malgré tout, les critiques de Brown, qu'on ne trouve pas seulement sur les bancs de l'opposition, craignent qu'il ne devienne un Premier ministre *lame duck* (canard boiteux), comme James Callaghan l'avait été de 1976 à 1979; ne serait-ce que parce qu'il hérite d'une majorité parlementaire conquise par

un autre. De plus, son accent écossais passe mal en Angleterre du Sud; ses discours, pourtant travaillés par lui-même pendant des semaines, ont la réputation d'être ennuyeux. Il n'a certes pas les mêmes dons oratoires que Blair, passé maître dans l'art de l'improvisation ou, plus souvent, dans l'art de faire croire qu'il improvisait: la célèbre formule «princesse du peuple», lancée à l'occasion du décès de Diana, qui paraissait spontanée, a été en fait suggérée par un conseiller et dûment répétée (au sens théâtral du mot).

Malgré tout, à la différence de James Callaghan, à qui il avait fallu cinq jours de scrutin pour être élu leader, et qui s'était retrouvé très vite minoritaire aux Communes, Brown s'est imposé sans opposition, ce qui prouve son autorité sur le parti et, surtout, il dispose d'une solide majorité. Et, s'il a contribué, avec Blair et ses acolytes, à créer le New Labour et à mettre en œuvre sa politique, il s'est toujours bien gardé de mépriser l'œuvre passée de l'Old Labour et a fait siens certains de ses idéaux: lutte contre la pauvreté, notamment celle des enfants<sup>2</sup>, investissements spectaculaires dans les services publics (santé, éducation, transports). En outre, en bon presbytérien écossais, il est resté à l'écart du goût du clinquant et de la réussite sociale tapageuse qui caractérise les personnages emblématiques du blairisme et, concernant les questions de société, il annonce une véritable rupture<sup>3</sup> avec le gouvernement précédent: renonciation à la construction de super-casinos, durcissement de la lutte contre les drogues et l'alcoolisme des jeunes. Autrement

131

1. Voir « Lettre du Royaume-Uni », *op. cit.*, note 40, p. 190.

2. Le nombre d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 4,1 millions en 1999 à 3,4 millions en 2005.

3. Discours du Trône du 6 novembre 2007.

dit, il réalise, aux yeux de beaucoup, par son style et par son action, une sorte de synthèse entre le New Labour et l'Old Labour.

132 Ses premiers pas comme Premier ministre lui ont permis de faire une démonstration de flegme et de solidité. Il n'a, en effet, guère été épargné par les crises. Trois jours après sa nomination, c'étaient les attaques terroristes, certes avortées, de Londres et de Glasgow, ensuite les pluies diluviennes qui ont provoqué inondations et accidents dans le sud-est et, enfin, le retour de l'épidémie de fièvre aphteuse. Au lieu de se mettre en avant, comme Blair l'aurait fait, il a laissé les ministres compétents aller sur le terrain et gérer au mieux les problèmes, tout en étant lui-même très présent (il a interrompu ses vacances aux États-Unis), donnant de la substance à son objectif proclamé : revenir à un certain gouvernement collectif (*Cabinet government*). Même la quasi-faillite de la banque Northern Rock (en septembre 2007), qui relevait pourtant de son ancien domaine, ne parut pas affecter sa réputation de manager hors pair de l'économie<sup>1</sup>. Bref, tout paraissait lui réussir et, lorsque s'est tenu le congrès du Labour, fin septembre, le premier sans Tony Blair, l'atmosphère était à l'optimisme et il ne fut question que d'une élection anticipée, tant les sondages paraissaient favorables : depuis l'arrivée de Brown, le parti avait en effet accompli une remontée spectaculaire et la tentation fut certainement grande, pour le Premier ministre, de s'assurer, sans attendre, un nouveau mandat qui lui fût propre. Aussi laissa-t-il enfler la rumeur d'une dissolution prochaine.

Toutefois, après le congrès conservateur (début octobre) dont le leader, David Cameron, le mit au défi de dissoudre les Communes, les chances travaillistes n'apparurent plus aussi évidentes, d'autant que Brown risquait davantage que son adversaire. Pour qu'on pût parler de succès, il lui fallait en effet obtenir au moins le même résultat qu'en 2005 (65 sièges de majorité) ; un recul important du Labour, même sans qu'il perde la majorité absolue, serait apparu comme une victoire morale pour l'opposition. Quoi qu'il en soit, Brown préféra perdre la face plutôt que risquer une défaite, décision qu'il annonça assez piteusement le dimanche 8 octobre.

Depuis, il n'y a eu que de mauvaises nouvelles pour le Premier ministre : le pré-budget d'automne n'a nullement impressionné un électorat versatile. Il a dû s'excuser devant les Communes (20 novembre) après que les services fiscaux eurent égaré, par suite de l'étourderie d'un agent subalterne, les données personnelles, fiscales et autres, de la moitié de la population britannique. Enfin, de nouveaux scandales relatifs au financement du parti ont éclaté, provoquant la démission du secrétaire général (fonction non élue, plutôt administrative mais avec des responsabilités budgétaires), le 26 novembre. Bref, en fin d'année, la confiance du public dans le nouveau gouvernement était au plus bas. Les conservateurs avaient repris la tête des sondages avec une avance minima de 10 points. Un des événements les plus graves, qui a eu des conséquences sur la stabilité gouvernementale, a été celui concernant un promoteur immobilier de Newcastle, proche de Tony Blair,

1. C'est sans doute moins vrai depuis que, à son corps défendant, le gouvernement a dû, le 17 février 2008, annoncer la nationalisation « provisoire » de la banque.

David Abrahams, qui a versé, depuis 2003, par l'intermédiaire de quatre prête-noms, des sommes très importantes au parti travailliste (on parle de 670 000 livres), dont un dernier versement depuis que Gordon Brown a pris la tête du parti. Il a même financé la campagne interne d'Harriet Harman pour le poste de leader adjoint. Certes, les mécénats privés aux partis politiques ne sont plus interdits mais ils doivent être faits au grand jour. Par ailleurs, les médias voient un lien de cause à effet entre ces dons et la décision de la collectivité locale de Durham, non loin de Newcastle, de donner son accord à la construction par le même promoteur d'une vaste technopole jouxtant la vieille université. Lors de plusieurs séances de questions, agitées, aux Communes, Brown et Harman ont plaidé l'ignorance des détails de ces tran-

sactions douteuses et se sont engagés à rendre l'argent. Le 14 janvier 2008, Peter Hain, qui était ministre du Travail et des Pensions, a démissionné : la commission électorale lui reproche, en effet, d'avoir déclaré avec retard un don de 103 000 livres destiné à financer sa campagne pour le poste de leader adjoint, en juin 2007. Toutefois, à ce jour (fin février 2008), Harriet Harman est toujours en place.

Or, en ce début de 2008, deux problèmes d'importance se posent au nouveau gouvernement : comment faire ratifier par le seul Parlement le « traité simplifié » européen, en dépit du référendum promis et d'une opinion hostile ? Comment présenter un budget encore expansionniste malgré le ralentissement mondial en cours et la décélération de la croissance britannique qu'il a commencé de provoquer ?